

Quelle voie pour une Kabylie autonome ?

vendredi 15 novembre 2013, par [Ahcène Belkacemi](#) -



Cette contribution s'ajoute à celles déjà publiées suite au séminaire de Tagerbust, organisé par Forum- Kabylie, en mars 2011, avec pour thème « La Kabylie en débat ».

La fin d'un tabou

Chaque acteur engagé dans cette dynamique de l'appel à l'autonomie de la Kabylie essaiera d'esquisser son propre bilan pour mesurer ce qui a été fait, ce qui l'est moins, ce qui n'a pas été fait et ce qui reste à faire. Il va sans dire qu'un bilan sert à quantifier la somme des activités et missions accomplies durant un cycle donné, tout comme il peut servir de base pour une réflexion pour se projeter dans le futur.

Naturellement, il n'est pas pensable de parler de ce projet, sans rappeler les tragiques qui ont servi de détonateur pour notre engagement sur cette voie et enclencher cette marche vers notre destin longtemps occulté. C'est à leur faveur qu'était lancé, ce 05/06/2001, l'appel à l'autonomie de notre peuple pour prendre son destin en main.

Jamais ces événements ne seront effacés de la mémoire collective du peuple kabyle, tant le lot des victimes – en majorité jeunes – est si lourd. S'y ajoutent les stigmates d'une région détruite et saccagée par la violence destructrice des forces répressives. L'onde de choc de ce séisme est telle que ses failles béantes ne sont pas, encore, comblées.

Comment le seraient-elles, d'ailleurs, alors que les commanditaires et les assassins de nos jeunes courent toujours et que « la justice » algérienne s'obstine dans son refus de juger ces bourreaux ?

En même temps que ce prochain dixième anniversaire de l'appel à l'autonomie, certains souffleront la première bougie d'un gouvernement provisoire Kabyle, proclamé à Paris et qui n'a pas, encore, livré ses secrets.

Ce bref rappel des faits nous conduit à mettre en évidence que tout au long de cette marche continuelle pour l'autonomie de notre peuple et de notre patrie et, vu l'urgence qu'il y avait à répondre à une situation des plus dramatiques et aux conséquences imprévisibles, nous avons axé tout notre travail sur la nécessité de déculpabiliser les Kabyles qui doutent, encore, que l'unique solution à même de nous mettre à l'abri des dangers qui nous guettent est bien cette voie autonomiste. Évidemment, comme toute chose nouvelle, un tel projet n'a pas manqué de susciter une multitude de questionnements de la part de nos populations. La plus récurrente était et demeure cette question *« qu'allons-nous manger dans une Kabylie pauvre et qui n'offre pas de perspectives d'avenir pour ses enfants »*.

Comme si cette autonomie était déjà acquise, nous avons, alors, fait l'impasse – volontairement ou involontairement – sur la nécessité de fixer le cap qui y conduit. D'ailleurs à ce jour et, même après la proclamation du GPK, la question du comment y parvenir demeure pendante. Et c'est dans ce contexte que nous allons tenter d'apporter des éclairages à l'aide desquels, chacun de nous pourra se faire une idée, justement, sur cette question fondamentale de savoir quelles sont les voies à emprunter et les moyens à mobiliser pour parvenir à ce statut légitime pour la Kabylie et son peuple.

Nous proposerons, ici, certains concepts et notions, qui peuvent se révéler être des pistes à explorer afin, effectivement, de dessiner et fixer les contours que pourra prendre cette future entité régionale kabyle, en devenir. Certes la mise en place d'un gouvernement provisoire en exil peut, provisoirement, mettre en échec toute approche méthodique qui fait appel à la raison et au réel possible. Pour ce faire nous allons passer en revue certaines formes d'États qui peuvent concilier, à la fois, des institutions jouissant d'une large autonomie à tous les niveaux et l'État central comme autorité de régulation des rapports et liens, entre celui-ci et ses périphéries ou ses démembrements.

à suivre...

Par AHCÈNE BELKACEMI